

traités solennels que la plupart des Indiens considèrent comme leur Déclaration des droits, sont totalement dépassés et sans signification dans bien des cas. Si nous entrons en rapport avec les Indiens dans cet état d'esprit, autant rester chez nous. Il serait préférable de les laisser dans l'état d'abandon qu'ils connaissent depuis des siècles. Nous ne pouvons plus leur parler de façon hypocrite, les mener comme des enfants indisciplinés en leur laissant entendre avec condescendance que nous les élevons au niveau du Blanc du vingtième siècle. Les chefs du peuple indien savent qu'ils sont égaux, mais il est très difficile de communiquer ce sentiment aux enfants, qui vivent dans une situation déplorable, dans des logements minables et dans les conditions les plus dégradantes qu'aient jamais connues des citoyens canadiens.

• (5.40 p.m.)

M. Honey: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je ne veux pas trop critiquer ou sembler donner une interprétation étroite à ce débat mais, avec tout le respect que j'ai pour le député, il ne me semble pas traiter du sujet. Il s'agit de savoir en fait si le gouvernement devrait être forcé de présenter les documents qu'a réclamés le député de Skeena. Il ne s'agit pas d'une discussion générale sur le Livre blanc. Je demanderais avec déférence au député de s'en tenir au sujet.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): Je pense que le député arrivait à la question à l'étude.

M. Bigg: Je n'ai pas l'intention de discuter pour savoir si je traite précisément de l'objet de la motion. Je suis ici pour exposer, à ma façon bien à moi, plusieurs principes qui doivent présider au traitement des Indiens. Si je le fais, et je sollicite l'indulgence de Votre Honneur, c'est justement à cause de ce genre de chinoiserie qui nous empêche d'aller au fond de l'affaire.

J'estime que le député de Skeena cherche non seulement à mettre le gouvernement au pilori et à l'embarasser, mais aussi à faire concevoir franchement et à fond par tous les paliers de gouvernement, les problèmes des Indiens. Si quelque chose se trame en coulisse au sujet des Indiens, vous pouvez être sûrs qu'ils sont au courant. J'imagine qu'ils ont demandé au député de Skeena de chercher à élucider l'affaire. J'admets cette requête. Les députés savent fort bien que je ne partage pas toujours les opinions du représentant en

[M. Bigg.]

cause, mais je lui accorde le même bénéfice du doute que réclame le ministre. Le député veut une attitude analogue de coopération et une discussion approfondie du problème.

Je ne suis pas en train de fustiger les ministres de la Couronne et je passerai volontiers sous silence les discussions qui se tiennent à huis clos entre les ministres, les sous-ministres et les responsables des gouvernements provinciaux à condition qu'elles profitent au peuple indien. Je préviens le gouvernement qu'il doit être très clair aux yeux de ces gens-là et, non pas nécessairement pour moi ou pour le député de Skeena, que ces discussions menées à huis clos ou dans les assemblées ouvertes profitent au peuple indien.

Loin de moi l'idée que le ministre de la Couronne veut maintenir, comme le suggère le Livre blanc, les Indiens dans l'horrible situation où ils se trouvent actuellement. On fait de grands efforts pour leur fournir de bons logements. Jusqu'ici, ces gens-là n'avaient pas confiance en nous, car ils n'ont pas pu élever leurs familles d'une façon digne des citoyens canadiens. Si nous voulons mériter leur confiance à l'avenir, nous devons faire tous nos efforts pour les convaincre que nous respectons leurs traités. Les Indiens sont persuadés que, au sujet de leurs droits, les traités ont été violés.

M. Gibson: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'estime que le député ne traite pas le problème dont la Chambre est saisie.

M. Bigg: Si le député d'Hamilton-Wentworth estime que je n'ai pas traité le problème qui se pose à la Chambre, je suppose qu'il est sourd. J'ai 21 réserves indiennes dans le district d'Athabasca et je vous assure que je possède la confiance et le respect des Indiens. Je m'efforce de donner à la Chambre des renseignements de première main sur leur façon de penser. Ils pensent que ce gouvernement et tous les membres de la Chambre ne s'intéressent guère, sinon pas du tout, à leur bien-être.

M. Gibson: Le ministre a parcouru le pays pour parler aux Indiens. Il a plus fait dans ce domaine qu'aucun autre ministre.

M. Bigg: Je sais qu'il s'est entretenu avec les Indiens, et je sais ce qu'il a dit. J'ai lu tout ce qu'il leur a dit. Je donne tout simplement l'avis d'un des 264 représentants à la Chambre. Le ministre n'est pas dans la bonne voie.